

N° 49, mars, 1992

DANS CE NUMERO

*** INTRODUCTION**

Michael Czerny, S.J.

*** PERSPECTIVES DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE
ET DES THEOLOGIES DE LA LIBERATION**

César Jerez, S.J., Nicaragua

*** HUMANISATION ET EVANGELISATION**

Jean Désigaux, S.J., France

*** PRENDRE LE PARTI DES OPPRIMES**

Vincent Mookan, S.J., Inde

*** QUE PENSER DES SOLUTIONS ALTERNATIVES?**

Une lettre du Canada

*** NOUVELLES**

**BORGIO S. SPIRITO, 4 - C.P. 6139 - 00195 ROMA
39-6-687-9283 (fax)**

INTRODUCTION

Au nom de tous les lecteurs de Promotio Justitiae, mon premier devoir - il est bien agréable - est celui de remercier le P. **Henry Volken** pour sa contribution inlassable au service de la foi et à la promotion de la justice, au cours des huit dernières années qu'il a passées au Secrétariat Social et comme Editeur de Promotio Justitiae. Notre Père Général, le P. Peter-Hans Kolvenbach, S.J., a souligné le "généreux service" que le P. Volken a rendu "non seulement aux jésuites mais aussi à bon nombre d'hommes et de femmes dans l'Eglise, par ses visites, ses interventions et ses écrits", et avant tout par son enthousiasme contagieux et ses encouragements.

Trente-six ans d'expérience en Inde avant de venir à Rome avait assuré à Henry "une base solide pour le travail qu'il a accompli à Rome et à partir de Rome. Il y a aidé aussi le Comité "Justice et Paix" de l'Union des Supérieurs Généraux et est consultant du Conseil Pontifical Cor Unum. En même temps il a soutenu, sur le plan régional et provincial, les efforts pour étendre la collaboration des Jésuites avec les personnes travaillant dans le domaine de la justice sociale et dans d'autres secteurs apostoliques".

Au début du mois de février, le P. Volken est retourné en Inde pour un pèlerinage-souvenir, avant de s'établir en Suisse, où son nouveau ministère s'adressera aux personnes travaillant à Genève dans les agences des Nations-Unies et les diverses Organisations non-gouvernementales. On voudrait y établir un terrain de rencontre entre amis désireux de réfléchir sur leur travail et sur les questions d'actualité internationale dans la perspective de la spiritualité de la justice. Cette initiative pourrait donner naissance à un Centre de Foi-Justice, Dialogue et Solidarité. Henry travaillera aussi à mi-temps avec les jésuites de Strasbourg sur les questions de la Communauté européenne. Voici sa nouvelle adresse: 14, av. du Mail, CH-1205 Genève, Suisse.

Mon second devoir, bien plus triste, est de rendre un hommage posthume au P. **César Jerez**, un maître de la pensée et de l'action sociale en Amérique Centrale, Provincial durant les années les plus difficiles de 1976-1982 et ensuite Recteur de l'Université Centraméricaine de Managua. César était en train de préparer un important séminaire international jésuite sur les problèmes socio-économiques d'Amérique latine pour le cinquième centenaire, lorsqu'il a été victime tout à fait à l'improviste d'une hémorragie cérébrale et est décédé sans reprendre connaissance le 22 novembre dernier. L'article de César sur la doctrine sociale de l'Eglise exprime bien son engagement intelligent et passionné pour la grande majorité des pauvres d'Amérique latine.

Mon troisième devoir consiste à me présenter moi-même, comme successeur des Pères Francisco Ivern, Michael Campbell-Johnston et Henry Volken en

tant que quatrième secrétaire pour la justice sociale à la Curie des Jésuites à Rome. Je suis membre de la Province du Canada Supérieur; j'ai étudié à l'Université de Chicago et j'ai été pendant dix ans directeur du Centre jésuite social Foi et Justice de Toronto et pendant deux ans directeur de l'Institut des Droits de l'homme (IDHUCA) à l'Université Centraméricaine de Salvador.

Les quatre articles de ce n. 49 de Promotio Justitiae essaient de poser des questions sur le monde en mutation dans lequel nous sommes appelés à proclamer notre foi et à rendre compte de notre espérance. L'article de César Jerez compare d'une façon critique deux styles d'enseignement social chrétien. Un rapport présenté à la réunion en 1991 de la Mission Ouvrière en France expose les changements dramatiques des conditions de vie - et donc de la foi - dans les sociétés industrialisées. Une relation sur la conférence *Prendre le parti des opprimés* en Inde soulève les questions cruciales des groupes et des classes, majorité contre minorité, des options et des engagements. Et finalement une lettre du Canada souligne l'absence d'alternatives dans la réflexion économique et demande avec confiance si la Compagnie ne pourrait pas fournir une aide. Ce sont quatre articles délicats, même polémiques, qui ne sont pas publiés pour obtenir une approbation pure et simple, mais pour être discutés et même contestés.

Pour terminer, voici quelques commentaires de lecteurs sur les défis du moment historique que nous vivons:

"Lorsque tant de problèmes mondiaux sont maintenant étendus à l'échelle du globe, une plus grande collaboration devient de plus en plus essentielle à l'intérieur du réseau mondial des centres sociaux."

"A notre époque, alors que le tiers-monde retient de moins en moins l'attention et la considération de ce qu'on appelle le premier monde, il est important que la Compagnie de Jésus maintienne une conscience ouverte sur les besoins et les problèmes du tiers-monde." Il est aussi important "d'aider la Compagnie de Jésus dans son travail difficile d'engagement dans une foi qui opère la justice."

"Une autre préoccupation nous vient du problème que posent les Organisations non-gouvernementales. Elles déterminent des orientations, des thèmes d'action, des financements qui ne répondent pas toujours aux intérêts des masses populaires du Brésil. Dans notre activité nous estimons comme prioritaire le contact avec les secteurs marginalisés (la grande majorité du peuple brésilien), qui tend toujours à augmenter en raison de la politique capitaliste actuelle. A ce point de vue il n'est pas facile d'imaginer des initiatives à dimension internationale. Le problème de la dette extérieure (et la dépendance des pays du tiers-monde) reste fondamental. Il me semble que dans le Premier monde (et aussi dans l'Eglise) on n'a pas une vision exacte du problème. La Compagnie pourrait s'en occuper plus."

Les collaborateurs et les lecteurs de Promotio Justitiae sont ainsi

devenus mes partenaires dans le discernement de l'appel de Dieu à son peuple, Lui qui appelle chacun et chaque communauté à collaborer à l'histoire actuelle du salut et de la libération.

J'ai grand espoir que Promotio Justitiae devienne toujours plus un lieu (topos) d'interrogation, d'échange et de réflexion. En guise d'invitation pratique au dialogue nous avons ajouté le numéro de FAX sur l'adresse de la couverture. Ecrivez-nous vos commentaires et vos réponses par FAX ou par courrier, pour que nous puissions les faire paraître dans le prochain numéro.

Cet article posthume est publié pour honorer la mémoire de **César Jerez**, S.J.. Il existe sans doute de meilleurs exemples de la pensée de l'auteur, mais il s'agit ici d'un vigoureux *cri du coeur* que nous recueillons comme un testament. César avait appris de son maître et confident Mgr Romero que la mission du chrétien consiste à aider les pauvres et à donner une voix à ceux qui n'en ont pas. Dans cet article il plaide avec l'Eglise tout entière: Regarde! Ecoute! non peut-être dans ton entourage immédiat, mais plus spécialement là où la majorité des gens - dans l'Eglise et dans le monde - souffre en silence. Lorsqu'il mourut, César était en train d'organiser un séminaire international (qui maintenant porte son nom) pour étudier comment les importants changements politiques et économiques affectent partout la mission de la Compagnie dans son service pour la foi et pour la justice en Amérique latine. Cet article sert à ouvrir le débat auquel César sera spirituellement présent.

**PERSPECTIVES DE
LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE ET DES THEOLOGIES DE LA LIBERATION
SUR LA
COMMUNION DES BIENS, LA SOCIALISATION ET LA PROPRIETE PRIVE**

César Jerez, S.J.

Cet article,¹ présente une analyse du cadre historique et politique qui conditionne les propositions de la doctrine sociale de l'Eglise et des théologies de la libération. Il explique les résultats de l'analyse en comparant le contenu des deux doctrines par rapport aux thèmes de la communion ou communication des biens, de la socialisation et de la propriété privée.

1. Considérations préliminaires

1.1. Deux motifs possibles et deux questions capitales

En guise d'introduction ce serait un bon exercice d'essayer d'expliquer les motifs qui ont amené le Center of Concern de Washington et le Centro Juan XXIII de Rio de Janeiro à proposer l'étude des relations entre la doctrine sociale de l'Eglise et les théologies de la libération.

Il semble qu'il ne serait pas juste de dire que le motif principal en ait été la conviction, latente plus qu'explicite, que les événements qui ont occupé la scène internationale au cours des deux dernières

¹ DIAKONIA 60 (Décembre 1991), Managua.

années (spécialement l'écroulement du "socialisme réel" en Europe orientale et la proclamation d'un "nouvel ordre mondial" depuis l'échec rapide du défi iraquien) ont montré que l'option politique de la doctrine sociale de l'Eglise (condamnation du socialisme en lui-même et condamnation uniquement des abus du capitalisme) est plus réaliste et correspond mieux aux aspirations des masses populaires que l'option politique adoptée par les théologies de la libération (sympathie pour l'utopie socialiste et condamnation du capitalisme historiquement impérialiste). Cette persuasion ne serait qu'une variante de la ligne générale d'argumentation qui, considérant comme évidente l'inutilité du marxisme comme instrument d'analyse sociale et de programme pour des sociétés plus justes, estimerait comme prouvée la disqualification des théologies de la libération qui ont utilisé en partie cet instrument pour leur réflexion théologique.

Nous disons que ce motif ne serait pas juste parce qu'il suppose résolus deux problèmes qui, en réalité, ne le sont pas. Le premier concerne les relations entre le marxisme et les théologies de la libération. Le second se rapporte aux relations entre ces théologies et les processus de libération des conditions de misère et de mort dans lesquelles se débattent les masses populaires des pays marginalisés.

Plus profitable et plus constructif semble le motif inspiré par le point de vue du Center of Concern, c'est-à-dire, que la doctrine sociale de l'Eglise est un "trésor caché" ou un "talent enfoui" dont parlait Peter Henriot. Ce serait un trésor pour celui qui, lassé de l'ordre social actuel, découvre en lui le programme et la force créatrice d'un nouvel ordre social de la vie humaine, à partir de la récupération, dans l'existence chrétienne, du lien entre foi et vie, entre credo et praxis. Dans ce contexte, la question des relations entre la doctrine sociale de l'Eglise et les théologies de la libération se résumerait à la question suivante: Est-ce que, pour les fidèles de Jésus-Christ qui habitent dans le Sud en proie à la pauvreté et à la violence, et non dans le Nord enrichi et violent, la doctrine sociale de l'Eglise peut réellement devenir ce trésor, après l'avoir débarrassée des chapes d'ignorance et de négligence dont l'ont couverte les chrétiens et les non-chrétiens du Nord et du Sud. C'est-à-dire, en supposant que les théologies de la libération aient été pour les chrétiens du Sud précisément ce trésor découvert pour eux, ne peut-on dire que le contenu fondamental de ces deux corps de doctrine ne vienne tellement à coïncider qu'il n'est pas indiqué de lui donner des noms différents?

Retenant comme valable le second motif possible, nous pouvons, à partir de là, poser deux questions capitales: 1) Jusqu'à quel point la doctrine sociale de l'Eglise, présentée comme perspective universellement valable pour l'ordre social, est-elle irrémédiablement influencée par une culture eurocentrique? 2) Jusqu'à quel point les théologies de la libération sont-elles, par rapport à la doctrine sociale de l'Eglise ainsi culturellement conditionnée, ce qu'on a précisément affirmé qu'elles sont, c'est-à-dire, l'effort pour rendre

raisonnable et efficace l'espérance chrétienne de cette partie (absolument majoritaire) de l'humanité qui vit et meurt, attend et appelle en marge de l'"histoire universelle", l'histoire de l'Europe et de l'Amérique du Nord?

1.2. L'Encyclique Centesimus Annus et l'eurocentrisme

La récente Encyclique sociale peut constituer un texte privilégié pour l'analyse des deux questions posées ci-dessus. L'Encyclique Centesimus Annus parle clairement à partir de la culture eurocentrique et pour elle. Il semble que pour elle, au moment de célébrer le centenaire de la Rerum novarum, la nouveauté d'aujourd'hui, l'authentique nouveauté que nous apporte le monde, est la chute du socialisme réel dans les pays d'Europe orientale. Ces événements apparaissent plus importants que l'échec du défi iraquien et l'apparition d'un "nouvel ordre mondial" qui ne comporte aucun contrepoids à la domination économique, politique et militaire du capitalisme européen et nord-américain exercée sur les grandes masses asiatiques, africaines et latino-américaines, appauvries par des centaines d'années de spoliation et de marginalisation.

L'eurocentrisme en tant qu'idéologie et culture dominante du capitalisme mondial proclame comme valeurs: son enracinement dans le christianisme, son ouverture à la raison, à la science et à la technique, en remontant à ses racines classiques grecques; son attachement au droit, en vertu de ses racines classiques romaines, ce qui peu à peu a abouti à l'égalité de tous devant la loi et à la démocratie comme expression politique des masses.

Dans ce beau nid culturel l'Eglise catholique, en tant qu'institution, demande que s'exprime visiblement dans la hiérarchie des valeurs du "nouveau monde" actuel la racine chrétienne sous-jacente à l'eurocentrisme. C'est pourquoi l'encyclique Centesimus Annus affirme plusieurs fois que la débâcle du socialisme réel est due à l'influence de l'Eglise. On peut alors se demander quelle influence a pu avoir l'Eglise sur Gorbatchev, la perestroïka, la glasnost et la nouvelle pensée internationale et si ce ne sont pas ces projets, qui, à l'exception de la Pologne et de son mouvement Solidarnosc, n'ont pas provoqué la crise de l'Est européen en 1989.

L'important n'est pas de savoir si l'Eglise a raison ou non lorsqu'elle affirme ce qu'elle affirme dans l'encyclique Centesimus Annus. L'important est de savoir si elle a raison d'avoir été tellement influencée par l'idéologie dominante du capitalisme mondial qu'elle ne peut se concevoir elle-même qu'en tant que dominatrice de la société capitaliste mondiale à partir d'une culture qui a ainsi reçu une nouvelle consécration.

Les théologies de la libération, pour leur part, ont pu considérer comme "événements nouveaux" la suppression rapide et brutale du défi iraquien, c'est-à-dire, le recours à la guerre et à la manipulation des

divisions entre les peuples arabes et musulmans, comme étant l'événement le plus important du centenaire de la Rerum Novarum. Elles auraient démasqué les sophismes du "Conseil de Sécurité" de l'ONU qui ont légitimé cette guerre grâce au pouvoir de décision de cinq puissances nationales sur 160. Elles auraient déclaré la manière équivoque et différente d'exiger la fin de l'intervention dans le cas d'Israël et dans le cas de l'Irak. Elles auraient dénoncé la brutale "solution finale" durant les années 80, dans les cas de la Grenade, du Nicaragua, de Panama et du Salvador. Elles auraient interprété l'histoire actuelle à partir de la perspective des trois ou quatre milliards de personnes appauvries et devenues marginales sur notre planète. Elles auraient parlé surtout d'un fait obsédant : l'appauvrissement terrible des peuples marginalisés durant les dix dernières années et de l'attentat criminel contre la vie que cela représente.

Je pense que les théologies de la libération n'auraient pas disqualifié si rapidement le marxisme et l'utopie socialiste de la même manière que le socialisme réel. Et cela parce que les théologies de la libération, mieux que la doctrine sociale de l'Eglise, sont conscientes de la nécessité des médiations analytiques et du risque du pragmatisme doctrinal, lorsqu'on nie toutes les médiations (libérales et marxistes) à cause de leurs déficiences obligées. Et de même, parce qu'elles sont plus conscientes de la responsabilité qui consiste à priver les grandes masses de l'humanité des utopies sociales qui soutiennent leurs espoirs déçus. Les théologies de la libération auraient mis en relief l'importance pour la foi chrétienne d'être, d'une manière plus efficace, le levain et la lumière évangélique pour les mouvements historiques et les diverses cultures de l'humanité, au lieu de se proposer comme le porte-étendard d'une culture qui se proclame elle-même universelle.

Je crois que le problème des relations entre la doctrine sociale de l'Eglise et les théologies de la libération se résoudra, lorsque celle-ci intégrera et incorporera d'une manière organique dans son corps de doctrine trois conclusions bien établies : que la doctrine sociale de l'Eglise n'est pas une troisième voie entre le capitalisme et le socialisme (Sollicitudo Rei Socialis); que les engagements concrets des chrétiens dans l'histoire doivent être dans les mains des communautés chrétiennes, en communion avec leurs pasteurs, et ne pas être énoncées d'une manière universelle (Octogesima Adveniens); et que la foi a le

devoir et la nécessité de s'inculturer au point que l'Eglise prenne corps et s'incarne dans les contradictions sociales.

Alors il s'agira de voir comment la doctrine sociale de l'Eglise peut devenir un "trésor" pour une culture qui ne met pas absolument en question le capitalisme, mais qui est dominée par sa forme de société de consommation. Alors peut-être en rencontrant des théologies de la libération, deviendra-t-elle capable de transformer les réalités sociales en une nouvelle forme de civilisation du travail et non du capital, de l'austérité partagée et non d'une consommation effrénée, offrant aux peuples marginalisés le même trésor évangélique comme un chemin vers un avenir différent du passé et d'un présent qui ont provoqué et provoquent encore tant d'attaques contre la vie.

En résumé, je pense que la doctrine sociale de l'Eglise exprime les implications sociales de la foi chrétienne à partir des perspectives de l'orthodoxie, conditionnées par une inculturation eurocentrique et propose pour la foi une fonction d'hégémonie culturelle. De leur côté, les théologies de la libération essaient de témoigner de l'espérance des pauvres à partir de la perspective de l'orthopraxis et de l'hétéropraxis des communautés chrétiennes qui sont en marche avec les peuples marginalisés qui attendent la primauté du Royaume de Dieu sur le Royaume de ce nouvel ordre mondial.

2. Communion des biens, socialisation et propriété privée.

2.1. Communion des biens

Dans la mesure où je le sais, on peut affirmer que la doctrine sociale de l'Eglise ne considère pas à proprement parler la communauté des biens, mais qu'elle établit la destination universelle des biens de la terre. Il s'agit d'une destination générique et abstraite qui n'a pas la clarté et la force des formulations concrètes de la bonne nouvelle du Royaume de Dieu.

La racine biblique de la doctrine de la destination universelle des biens est un commandement du Dieu créateur au premier couple humain pour qu'il domine la terre et la mette au service de la vie. Le fondement de la communauté se trouve dans la dynamique du Royaume mue par l'Esprit chez un homme, Jésus, qui historiquement "est venu pour que nous ayons la vie et que nous l'ayons en abondance."² Cet Esprit incite et enseigne à vivre sans la préoccupation d'accumuler des biens pour le lendemain, dans la confiance placée en un Dieu qui désire que nous vivions, tandis que notre tâche consiste à travailler chaque jour en cherchant avant tout la justice du Royaume. Cet Esprit appelle la communauté à la communion, dans la célébration eucharistique du souvenir de Jésus qui a partagé le pain avec les siens comme anticipation de l'offrande de sa vie.

² Jean, 10:10.

Trois attitudes dans la manière de suivre Jésus:

- * L'identification entre Jésus et la Vie, c'est-à-dire, la priorité absolue de la vie.

- * L'appel à travailler pour vivre, sans la préoccupation d'accumuler des biens pour le lendemain et dans la confiance dans l'amour providentiel du Père.

- * L'offrande de sa vie pour les autres et l'acte de partager le pain comme racines de la communauté humaine.

Ce sont là trois attitudes de la manière de suivre Jésus qui doivent encore être incorporées dans les formules de la doctrine sociale de l'Eglise.

La communauté des biens est avant tout un idéal chrétien: la forme que prend à la suite de Jésus la manière de traiter la richesse. Elle est aussi une valeur radicale: ce n'est qu'en la partageant qu'on vit d'une manière humaine la relation avec les biens, c'est-à-dire avec la richesse. C'est aussi un critère (le critère chrétien) de la véritable religion: il n'y a pas de religion là où n'existe pas la préoccupation de réaliser l'amour en partageant les biens. Et finalement c'est un échange pour atteindre l'égalité par le biais de la solidarité, comme dit Paul aux Corinthiens en leur demandant de contribuer à la subsistance de la communauté appauvrie de Jérusalem, à partir de leur situation matérielle privilégiée. Dans ce sens la communauté des biens apparaît dans les Actes des Apôtres non comme une habitude obligatoire de la majorité des communautés chrétiennes primitives, mais comme une anticipation historique du Royaume, comme la réalisation d'un idéal selon lequel on peut mesurer la manière dont on suit Jésus. Sans aucun doute il y a des spécialistes de la doctrine sociale de l'Eglise qui pensent que cet idéal n'est pas une norme et qu'il fut un échec parce que trop utopique.

2.2. Socialisation

C'est dans l'Encyclique Mater et Magistra de Jean XXIII que ce mot apparaît pour la première fois dans les documents officiels de l'Eglise. Il y est fait clairement allusion à l'augmentation des relations sociales entre les personnes et à la multiplication des regroupements sociaux (syndicats, ligues, organisations ethniques, mouvements féminins, de défense des droits de l'homme, etc). Il est significatif que le Pape tient à déclarer que ce développement est fondamentalement bon. Cela signifie que dans le cadre de la doctrine sociale de l'Eglise le sujet est la personne individuelle: l'individualité de la personne garantit une sécurité autosuffisante pour ne pas avoir à se préoccuper trop des relations d'interdépendance avec les autres individus. Sans doute la doctrine sociale de l'Eglise a parlé (Pie XI, Quadragesimo Anno) des "corps intermédiaires" dans la société et de leur nécessité pour le chrétien. Ces "corps intermédiaires" étant décrits comme une réplique des corps de métiers, des organisations corporatives, il saute aux yeux que la doctrine sociale de l'Eglise a quelque difficulté non seulement à dépasser son conditionnement

eurocentrique, mais à continuer à considérer la chrétienté médiévale (corporative) comme le prototype de la société en accord avec l'Evangile.

Selon nos théologies de la libération, lorsqu'on parle de socialisation, il faut partir de l'analyse des relations sociales du point de vue des pauvres. Par conséquent ce qui s'impose immédiatement c'est la considération du phénomène des organisations populaires qui tendent toujours à dépasser les attitudes d'avant-garde et la bureaucratie au profit d'une réelle participation démocratique à partir de la base. Pour ces théologies, le progrès des relations sociales impose une transformation des relations du pouvoir, de manière à ce qu'il ne soit pas exercé comme le privilège d'une élite mais comme une responsabilité de service d'un sujet historique nouveau, qui coïncide toujours mieux avec ce qu'on appelle "le peuple".

2.3. Propriété privée

Dans la doctrine sociale de l'Eglise, et précisément à cause de son conditionnement eurocentrique, la propriété privée apparaît surtout comme l'unique caractéristique qui assure l'autonomie de la personne humaine et garantit la liberté exercée dans l'économie de marché. Seule l'Encyclique Laborem exercens sort de ce cadre, en mettant en valeur la dimension finale de l'économie, c'est-à-dire, la supériorité de la vie et l'édification d'une vie en solidarité par dessus les institutions et la logique immanente de l'économie. Cette encyclique évite l'impasse de l'opposition entre capital et travail, en considérant que cette opposition se résoud finalement en mettant le capital et le travail au service de la vie des êtres humains, qui sont les seuls maîtres de l'histoire. Elle surmonte également l'opposition entre le marché et la planification, en les orientant tous deux au service de la production pour la vie des êtres humains. C'est pourquoi dans cette encyclique également le critère de la fidélité aux principes proposés par l'autorité ecclésiastique cesse d'être le critère de la certitude chrétienne en matière sociale. Le critère dans ce domaine doit tenir compte de la vie des masses appauvries et marginalisées. C'est pourquoi l'encyclique affirme que l'Eglise n'est la véritable Eglise de Jésus Christ que lorsqu'elle est l'Eglise des pauvres.³

³ *Laborem Exercens* N° 8: Pour réaliser la justice sociale dans les différentes parties du monde, dans les divers pays, et dans les rapports entre eux, il faut toujours qu'il y ait de *nouveaux mouvements de solidarité* des travailleurs et de solidarité avec les travailleurs. Une telle solidarité doit toujours exister là où l'exigent la dégradation sociale du sujet du travail, l'exploitation des travailleurs et les zones croissantes de misère et même de faim. L'Eglise est vivement engagée dans cette cause, car elle la considère comme sa mission, son service, comme un test de sa fidélité au Christ, de manière à être vraiment l'"Eglise des pauvres".

Ainsi donc à partir de la condition historique de marginalité, les théologies de la libération considèrent que la propriété privée doit descendre du piédestal sacré où elle a été placée par une doctrine sociale de l'Eglise inculturée exclusivement dans le capitalisme. Comme aurait dit Ignacio Ellacuria, nous devons analyser ce que cette idée de la propriété privée a produit historiquement, dans notre contexte. Il est évident qu'elle n'a pas assuré la liberté des personnes dans l'économie de marché, mais seulement la liberté d'une minorité et l'oppression de la majorité. Cela signifie-t-il qu'il faudra donc bannir la propriété privée du projet d'une société meilleure? Non nécessairement, mais en fait il faut chercher de nouvelles structures sociales, économiques, culturelles et de pouvoir, pour que les biens dont dépend la vie de millions d'hommes soient distribués d'une manière plus solidaire et plus équitable. Mais de même que l'appropriation sociale du pouvoir ne signifie pas la dictature de la majorité, mais une démocratie plus profonde à partir de la base, ainsi l'appropriation sociale des biens ne signifie pas l'étatisation ou le collectivisme forcé, mais une idée plus large de la propriété, la perte du caractère absolu du marché, la coexistence et la complémentarité expérimentale de différentes formes de propriété et, toujours, l'exercice de la liberté et de la solidarité dans le contexte humain de l'économie.

La propriété, en tant qu'attribut d'un sujet libre dont la capacité d'entrer en relations démocratiques de solidarité sociale a augmenté de nos jours, peut devenir ainsi un levier de productivité dans une nouvelle culture du travail qui relie la production laborieuse et créatrice de la vie à son fondement: le service de la vie des êtres humains. Cette définition éthico-politique nouvelle pourra restituer aux sociétés de consommation la sobriété nécessaire pour éviter l'accumulation des biens de luxe, et leur rendre surtout la joie de célébrer grâce à ces biens le service de la vie, la joie d'être libéré du cercle vicieux des besoins artificiels. Est-ce demander trop à un réalisme optimiste?

Au contraire l'encyclique Centesimus Annus semble parler de nouveau des pauvres comme d'un appendice. L'encyclique distingue de nouveau entre le capitalisme sauvage et le capitalisme civilisé. Bien que l'on remarque que l'écroulement du socialisme en Europe de l'est ne doit pas mener au triomphalisme de l'occident, ce résultat semble difficile à atteindre, si la vision de l'histoire continue à être centrée sur le cœur de l'Europe, où vit la minorité de l'humanité. Alors rien d'étonnant à ce que l'économie de marché, dernière expression de la propriété privée, continue à être louée, avec nuance, il est vrai, mais sans proposer l'exercice nécessaire d'une planification qui serve de contrepois, à partir des nécessités des masses, aux manoeuvres radicalement égoïstes du marché.

Il est à craindre que dans l'encyclique Centesimus Annus on ait perdu l'insistance de l'Evangile sur le service de l'être humain et de sa vie, spécialement des marginalisés de l'économie mondiale et des économies nationales. De leur côté, les théologies de la libération

considérent qu'il faut continuer à dire non aux puissants, en résistant à leur pouvoir arrogant, et qu'il faut continuer plus que jamais à lier notre vie au sort de la vie des pauvres.

HUMANISATION ET EVANGELISATION⁴

Jean Désigaux, S.J

Le choix du thème de cette rencontre: *Humanisation et évangélisation* est à relier à trois interrogations qui nous ont été posées. Ce sont chronologiquement:

* Les remarques de Philippe Leroy délégué du secrétariat à la Mission Ouvrière lors de la dernière rencontre européenne, trouvant que nous parlions en termes d'humanisation plus que d'évangélisation, que nous ne réussissions pas à articuler espoir et espérance, à honorer l'annonce de la Bonne Nouvelle, et que nous ne voyions pas le besoin de partenaires autres que des partenaires sociaux bref la question de notre ouverture aux mouvements d'Eglise.⁵

* L'évaluation que nous avons faite l'an dernier, mettait en évidence certaines lacunes dans nos liens avec les églises locales et mouvements d'église,⁶ et le provincial souhaitait que nous approfondissions entre autres ce thème.⁷

* Notre réflexion en cette année d'anniversaires ignatiens nous remettait dans une attitude de réflexion évangélique.

Nous avons demandé à Michel Rondet de nous aider à réfléchir à partir de notre expérience, en nous apportant l'oeil exercé d'un théologien fortement impliqué dans la vie religieuse, en lien avec les diocèses.

Le programme de la session entre nos mains permet de voir la progression: partir des données sociologiques dans lesquelles nous nous situons, et dans un deuxième temps saisir les aspects évangéliques et ecclésiologiques qui en ressortent. C'est à ce stade que Michel Rondet

⁴ Introduction à la Rencontre nationale de la Mission ouvrière de la Compagnie de Jésus (MOSJ) à Aix-en-Provence, le 22 août 1991.

⁵ *Lettre des Jésuites en Mission ouvrière*, N° 142, pp. 37-39.

⁶ N° 145, p. 7.

⁷ N° 146, p. 2.

nous aidera et d'une part nous fera dépasser notre expérience particulière pour la situer dans l'Eglise, d'autre part nous lancera quelques appels pour que nous répondions mieux aux besoins de l'Eglise d'aujourd'hui.

Nous avons souvent des difficultés à passer - pour faire court - du niveau du récit à celui de l'expression de foi, ou de l'analyse sociologique à une réflexion théologique. Les réflexions de Sète et Soisy⁸ m'ont semblé permettre ce passage lorsque la première démarche - celle du récit - est effectuée comme une méditation sur l'incarnation. Dans ce qui va suivre, je me situe dans cette optique: non pas faire le travail de cette session, mais faire état d'une situation: l'évolution de la société selon nos découpages en vigueur depuis plus de dix ans (travail, habitat, engagements civils et religieux) quelque peu aménagés. A partir d'un fait particulier, j'essaierai - dans chaque cas - de dire le type d'homme nouveau qui me semble apparaître et d'esquisser des conséquences au niveau religieux.

1. Le travail

Le travail a subi de grosses transformations dans le siècle qui se termine. Le point le plus visible est certainement la diminution de la place de l'homme - en temps - dans le processus de travail avec les conséquences d'exclusion qui s'en sont suivies. Cet aspect a souvent retenu notre attention;⁹ aussi je voudrais insister sur un point qui me paraît important pour le sujet que nous abordons - moins souvent abordé -, à savoir les conséquences de la rapidité des transformations par rapport à la transmission du savoir.

1a) Un exemple:

En huit ans (de 1984 à 1991), une entreprise de ressorts pouvait passer du stade artisanal local avec six salariés à une entreprise industrielle de dimension internationale avec vingt cinq salariés gérée par l'informatique jusque dans le rapport avec les clients (par serveurs). En moins d'une génération, les techniques ont totalement changé. L'artisan a dû apprendre de ses enfants comment avancer.

Les gens de quatre-vingts ans et plus ont vu se développer l'eau courante, le gaz, l'électricité, l'automobile; ils ont vu naître le téléphone, la télévision, l'avion, les fusées, l'informatique; ils voient se développer l'utilisation de la génétique; ils apprennent - et leurs enfants apprendront - des générations suivantes le fonctionnement des choses.

⁸ N° 147, p. 27; N° 148, pp. 9-10.

⁹ Des traces sont à lire dans les numéros de *La Lettre des Jésuites en Mission ouvrière*.

1b) L'homme en est fortement transformé. La transmission du savoir ne passe plus de père en fils, comme elle pouvait passer jusque là; il s'ensuit pour les pères et les fils une absence de repères. Croyant à l'impact de l'utilisation des techniques sur le mode de pensée, je voudrais dire quels changements je crois percevoir dans ces cent dernières années:

Le début du siècle a vu s'opérer une *interdépendance* concrète dans le développement des réseaux matériels de l'époque: par les voies dans les moyens de transport (train, routes et autoroutes) par les lignes et canalisations pour le passage de l'énergie (eau, gaz, électricité), des communications (téléphone, radio, télé etc...) mais aussi pour l'évacuation des déchets (tout à l'égoût). Cette interdépendance va de pair avec la démocratie et le socialisme. (L'objet n'est pas de faire ici un cours de philosophie, de mettre en valeur telle ou telle dialectique; je m'en tiens à des faits).

Mais ce qui marque la fin du siècle me semble avoir un lien avec l'utilisation concrète généralisée de l'informatique et de ce qui la permet (le thyristor, le calcul binaire, bref le "tout ou rien"). Ces techniques ne permettent pas le non savoir: ou bien le cas est prévu ou bien il ne l'est pas; un dualisme s'ensuit. Certes les groupes peuvent être traités, mais comme accumulation des individualités. Dans leur principe elles traitent d'individus en termes de dualité. Celui qui a la clé sait tout, puisque tous les cas sont prévus; celui qui ne l'a pas devient un insensé.

Ces caractéristiques me semblent se retrouver dans le fonctionnement de la société: individualisme, dualisme, manichéisme; retour à l'absolutisme au niveau du pouvoir (politique et économique), la dictature de ceux qui ont les mots pour dire les choses.

Il me semble que nous ne pouvons ni plus ni moins échapper à cette dualisation liée à l'informatique qu'à la socialisation liée aux réseaux concrets d'interdépendance, et qu'il nous faudra apprendre à vivre avec, c'est-à-dire tenir compte et de l'interdépendance et de la dualisation.

1c) Au niveau religieux, ces trois points - modification dans la transmission du savoir, interdépendance et dualisme - ne sont pas sans conséquences à différents niveaux:

* En premier lieu, l'écoute de la parole ne peut pas être envisagée sans tenir compte de la modification de la transmission du savoir.

* A un autre niveau, l'interdépendance qui a trouvé dans la Compagnie son expression à la 32° CG dans l'expression *Foi et Justice* me semble heureusement une voie par certains côtés inéluctable, mais dans laquelle il faut investir ses forces car une lutte se fait jour avec une voie par certains côtés tout aussi inéluctable et soumise au dualisme dont l'expression religieuse est l'*Option préférentielle pour les*

pauvres. Il me semble important d'être conscients de l'enracinement de ces tendances dans notre société pour ne pas reculer devant les difficultés à promouvoir la justice; difficultés qui concernent aussi la justice de Dieu.

2. La vie quotidienne

Les points importants de changement dans la vie quotidienne me semblent liés d'une part à la structuration de l'espace apportée par les moyens de communication, et par l'urbanisme (diversification des lieux de travail, de résidence, d'échanges, de loisirs); d'autre part à la structuration du temps par la scolarisation, les congés et la retraite. Un autre type d'homme est apparu avec ses conséquences au niveau religieux.

2a) L'autre bout du monde est là physiquement par la population d'origine étrangère dans des quartiers populaires notamment (immigrés, réfugiés de divers continents); les échanges sont courants (voyages de

lycéens en Afrique du Nord ou au Moyen Orient), des enfants même de milieux populaires passent leurs vacances sur d'autres continents.

Un choix des événements qui se passent au loin est transmis dans l'instant sur les écrans de télévision dans le salon de toute famille. Notre planète est un village. Mais malgré - ou à cause de - l'abondance d'images, le savoir d'information n'est pas structuré en connaissance.

La diversification des lieux entraîne d'une part une séparation des populations différentes qui se rencontrent peu, d'autre part une augmentation des temps de transport et de fatigue générale.

La séparation en classes d'âge est bien connue des marchands avec l'organisation de commerces autour de la jeunesse et du troisième âge. Même si la famille se porte bien, cette séparation me semble inéluctable pour les raisons déjà évoquées.

Les jeunes vont à l'école de plus en plus longtemps; le travail effectué autrefois par des illettrés puis par des faibles niveaux de qualification seront effectués à l'avenir par des gens diplômés. Ceci transforme fortement le rapport au travail, mais pose aussi le problème de l'avenir de ceux qui sont en échec et ne trouveront pas de place dans la société. L'absence de repères, le stress de la vie et l'isolement provoquent au suicide une part non négligeable de la population.

2b) Mélange et séparation des populations composent de nouveaux regroupements. L'adaptation des populations étrangères à la culture européenne est un fait constaté sur lequel je ne veux pas revenir. Mais dans les milieux populaires - où les ressources sont limitées - il me semble que le comportement a tendance à se modeler sur les cultures des pays non industrialisés, pour survivre: faible consommation dans la vie courante, dépenses extraordinaires éventuelles. Positivement, un style de vie me semble être à recevoir par nous, de cultures étrangères à nos pays industrialisés; ce pourrait être la réciprocité de ce qu'apporte l'occident!

Le pouvoir de la visibilité médiatique crée une scission entre ceux qui "font" l'événement et ceux qui le regardent. Les essais multiples de participation de l'homme de la rue à des émissions ne modifient pas cette séparation, elles l'accentuent par le caractère dérisoire des jeux auxquels il est "admis".

L'isolement des jeunes vis à vis de leurs familles, des autres générations, du monde du travail, me semble aussi fort que l'amour captatif de la famille, lieu de sécurité dans l'absence de repères. Les jeunes se choisiront eux-mêmes leurs repères, et ils ont besoin pour cela du témoignage de personnes dont la raison sociale ne soit pas de résoudre leurs problèmes de jeunes, témoignage qui permette une structuration; faute de quoi ils serviront d'otage à de nombreux pouvoirs y compris religieux.

2c) La nécessité repérée de présence de proximité, de voisinage, a des conséquences directes sur la conception de l'annonce de la Bonne nouvelle: non plus apporter un donné reçu d'avance et de loin, mais reconnaître là où nous la voyons la Bonne nouvelle, et le dire. Ceci me semble plus conforme avec l'annonce d'un Dieu vivant aujourd'hui. Un corollaire étant - dans la reconnaissance des autres cultures - la reconnaissance de ce qu'il y a de bon dans d'autres religions (voir athéismes) comme Jésus a su reconnaître la foi de la samaritaine, celle de la syro-phénicienne et de bien d'autres.

Dans cette scission effectuée entre ceux qui font l'événement et ceux qui le reçoivent, deux risques se font jour: d'une part l'adulation de ceux qui font l'événement, d'autre part l'insignifiance de la superstructure médiatique qui peut être idéologique. L'utilisation des médias pour l'évangélisation devrait en tenir compte. Pour que le christianisme porte sens, il faut un tissu social à la base qui dise la véracité dans le quotidien de ce qu'annoncent les ténors lointains. Ceci nécessite un certain vivre avec.

3. Les engagements civils et religieux

3a) Dans la société nous constatons par certains côtés un désengagement dans des orientations qui demandent de la durée (syndicats, vote politique, ...). La mobilisation se fait à l'image des médias qui cherchent l'événement, de manière ponctuelle (Téléthon, l'Arménie, un pèlerinage à Czestochowa ...). La diminution de l'engagement long me semble en lien avec l'absence de repères. Ce désengagement pour des causes longues provoque une prise de pouvoir (pas toujours éclairé) de la part de ceux qui détiennent l'autorité, sans souci des intérêts qui ne sont pas les leurs.

Nous constatons aussi une diversité des lieux d'engagement: travail (syndicats), habitat (associations de locataires, ou de quartier, de consommateurs etc.), environnement (écologie), problèmes internationaux (Tiers-Monde).

3b) Une société ne peut pas fonctionner sans formation de courants d'idées, traduit dans des actes structurels. Il est important d'agir au niveau des structures non seulement dans les structures existantes, mais aussi de contribuer à mettre en place des structures adéquates. Mon expérience me conduit à citer deux lieux qui répondent à des problèmes précédemment évoqués et auxquels on commence à donner une réponse structurée. Ce sont:

1. L'apprentissage par le travail; que ce soit pour les gens en difficulté depuis longtemps par le biais des entreprises d'insertion, ou pour les jeunes scolarisés par l'apprentissage en alternance ou le développement d'écoles de production.

2. L'accompagnement scolaire ou universitaire, visant non pas à doubler l'école ou la faculté, mais l'ouverture au monde et la structuration de l'enfant, points auxquels la famille ne fait pas face aujourd'hui dans de nombreux cas - et pas seulement dans les familles populaires. Ceci demande autre chose que l'école; certains acteurs sociaux commencent à entendre cette parole.

3c) Au niveau religieux, on peut mal supporter la difficulté d'engagement dans la durée ou/et l'absence de repères. Pour ne pas supporter le poids de ces difficultés on peut avoir tendance à retourner à la religion de son enfance, ou accepter les propositions de nombreuses sectes. Aller dans ce sens, c'est ne pas prendre en compte les problèmes que nous avons évoqués. Il me semble important d'appeler à dépasser cette tendance au repli, car le sens est à construire: nous avons à nier les idoles que sont nos représentations de Dieu, fussent-elles focalisées sur un homme Jésus-Christ. Celui que nous avons à annoncer est le Christ vivant, aujourd'hui dont les plaies et les blessures sont celles de notre société, de notre monde.

En conclusion

La méditation sur ce qui se passait au XVI^e siècle lorsqu'Ignace de Loyola fonda la Compagnie de Jésus m'amène à lire ainsi son expérience: dans cette période de fortes transformations, de passage du moyen-âge à la renaissance, Ignace eut des intuitions à partir de son expérience spirituelle qui se sont révélées intéressantes au point que les pouvoirs civils et religieux lui ont donné les moyens de les réaliser. Non sans difficultés.

Nous sommes aussi aujourd'hui à une période passionnante de l'histoire. Par certains côtés nous désirons répondre à des demandes qui nous sont adressées. Ne bradons pas les intuitions qui ont amené à la fondation des jésuites en mission ouvrière, mais - forts de notre expérience spirituelle - apprenons à composer avec réalisme devant les difficultés du temps.

PRENDRE LE PARTI DES OPPRIMÉS

Vincent Mookan, S.J.

La douzième Assemblée des Jésuites engagés dans l'Action Sociale en Asie Méridionale (JESA) s'est tenue en août 1991 à Bangalore sur le thème *Prendre le parti des opprimés*. Chacune des 18 Provinces ou Régions de l'Assistance avait désigné quatre Jésuites: deux spécialistes d'action sociale et deux autres choisis dans les différents types de ministère: Pastorale, Formation, Education, Communication. La présence de non-jésuites, de spécialistes

non-chrétiens et d'experts constituait une nouveauté de cette Assemblée. Un petit nombre d'autres jésuites avaient aussi été invités pour étoffer la discussion.

Le Dr. Sebastian Kappan S.J., le théologien indien de la libération, bien connu, ouvrit le feu. Dans son discours inaugural il présenta à l'Assemblée quelques-unes des questions brûlantes qui habituellement le préoccupent. Il a invité tout le groupe à une autocritique de nos théories et de notre pratique, si nous ne voulons pas engager toute notre vie sur une fausse route.

Il a évoqué les catastrophes écologiques, notre engagement en faveur de l'égalité des femmes en opposition à une théologie trop patriarcale et le phénomène du fondamentalisme religieux. Le Dr. Kappan a décrit la poussée des sous-nationalismes en Assam, Cachemire, Punjab et Jarkhand comme des réponses insuffisantes à l'impérialisme national. Il a demandé de repenser le concept colonial du développement pour en faire un concept indien. Il a conclu en mettant en question le matérialisme dialectique de Marx et la pratique du communisme international.

Le P. Tom Kocheri, Modérateur du Forum National des Pêcheurs, prononça le discours de base sur "Le Défi de prendre parti pour les opprimés". Il rappela à l'auditoire que l'agression et la violence étaient bâties sur un système injuste et légitimé par des droits acquis. Combattre des structures d'oppression est une longue bataille qui se prolonge entre des forces inégales.

Soeur Alice Lukos, militante engagés dans la lutte des pêcheurs a souligné les problèmes des pêcheurs de la région, la stratégie déployée dans ces luttes et son expérience personnelle. Elle affirma que les pêcheurs utilisaient "les luttes populaires comme une méthodologie d'action libératrice" qui augmente l'estime personnelle et la confiance en soi. Elle confia qu'elle avait appris ainsi qu'"une religion institutionnalisée ne peut pas compter prendre parti sans ambiguïté avec les opprimés".

Le Dr. Jose Kananaikal, S.J., un leader des Dalits et Directeur des Programmes pour les castes inférieures à l'Institut Social Indien de New Delhi, mit en lumière l'éveil des masses de dalits et les atrocités commises contre eux par les castes supérieures ("Dalit" signifie "opprimé", c'est un synonyme de castes inférieures). Il plaida en faveur de l'unité des dalits, qui ne tienne pas compte des sous-castes et des religions différentes. Il invita les Eglises constituées à soutenir ouvertement la cause des dalits.

Le Dr. Antony Raj, S.J., Modérateur du Mouvement de libération chrétienne des Dalits, révéla que 70% de la population catholique du Tamil Nadu est dalit, mais est gouvernée par une hiérarchie minoritaire non-dalit. Cela est contraire à toute norme démocratique et il en appela à une lutte suivie pour assurer un partage proportionnel du pouvoir et des ressources dans l'Eglise. Il affirma que ce combat était

celui de la dignité humaine qui leur est refusée même dans l'Eglise aujourd'hui.

Josna et Meghral, militants du Bihar représentants des intérêts des populations tribales, illustrèrent la plainte des tribus qui sont toujours plus dépossédées de leurs terres au nom du développement et de l'écologie. Il en appela à l'unité et à l'organisation pour la sauvegarde de leurs moyens traditionnels de subsistance.

De petits groupes ont alors réfléchi sur leurs expériences de "Prendre le parti des opprimés" et sont ensuite revenus en assemblée en réclamant une plus grande clarté sur les concepts qu'implique "prendre parti"; ils faisaient surtout allusion au type d'obstacles rencontrés. Ils éprouvaient le besoin de discuter plus amplement des stratégies à suivre pour prendre le parti des opprimés.

Ensuite ce fut le tour d'un panel de trois experts: le premier, le Dr. Ghanshyam Shah, sociologue, expliqua le concept de développement. Il devrait être plus orienté vers le peuple et lui donner plus de pouvoir. Le peuple devrait être engagé à tous les niveaux de prise de décision. C'est cela "le pouvoir du peuple".

Faisant une distinction entre le travail social et l'action sociale, le Dr Shah expliqua que le premier essaie d'améliorer les conditions du peuple. Il tend à améliorer ce qui manque. Au contraire, la lutte est l'essence même de l'action sociale, qui rompt et trouble la paix et le statu quo. Il parla de deux genres d'action sociale.

Le premier genre est une action sociale pour résoudre certaines questions, par exemple, le manque d'eau. Le peuple lutte pour cela et obtient plus d'eau. Lorsque le but est atteint, le combat est terminé.

Le second type d'action sociale utilise un problème pour conscientiser le peuple en explorant les relations structurelles plus profondes du problème, en le mettant en rapport avec des questions plus importantes comme les relations de la production, le processus de prise de décision, la nature de l'Etat, etc. Lorsque l'action sociale est pratiquée à ce niveau, elle devient action politique.

Le Dr. Abraham Arookuzhil, théologien dalit, en discutant du rôle de la religion dans les mouvements populaires, estima que la religion pouvait être une aide lorsqu'elle soutenait un mouvement contre une culture, mais pouvait être un obstacle lorsqu'elle soutenait la culture dominante. La religion comme entité sociale a des structures et un système de valeurs, qui toutes deux peuvent être ambivalentes. Les structures de l'Eglise, estimait-il, sont contrôlées par le groupe dominant, comme dans toute autre organisation.

A propos d'une stratégie d'action des jésuites pour prendre le parti des opprimés, Shri Pradeep Prabhu, analyste politique, était d'avis que l'organisation des jésuites appartient à la classe des propriétaires.

Elle a du pouvoir et a accès au pouvoir. Les conditions matérielles de vie des jésuites déterminent leur position. C'est pourquoi le but et l'extension de leur prise de position en faveur de la classe des non-propriétaires sont sérieusement diminués. Il estimait que l'assistance et la reconstruction, le développement et la charité, sont parfaitement comparables à la position de la classe bourgeoise.

Cependant, affirmait Shri Prabhu, il existe ce qu'on appelle un libéralisme bourgeois, mais exprimé en un langage révolutionnaire et des paroles plus radicales. Il soutenait que la 32e Congrégation Générale et son Décret 4 étaient un type d'exercice de ce genre. En utilisant ce langage radical, il est permis à quelques individus de prendre ce langage au sérieux, et l'organisation doit le tolérer. Lorsque la direction est libérale, ceux qui créent des troubles, seront tolérés, mais jusqu'à un certain degré de tolérance. C'est comment, à son avis, l'institution des jésuites fonctionne.

Sur la base de ces éclaircissements les participants ont été invités à rédiger des orientations d'action sur les options en faveur des dalit/populations tribales:

- (1) Donner du pouvoir aux opprimés comme le but principal de toutes nos interventions.
- (2) Par la prise de conscience, promouvoir la dignité personnelle et le respect de soi-même.
- (3) Organiser les opprimés pour lutter contre l'injustice et la domination.
- (4) Collaborer avec les autres groupes d'opprimés, sans tenir compte de la caste ou de la religion.
- (5) Faire effort pour mieux s'identifier aux opprimés.
- (6) Etudier plus sérieusement l'histoire, la culture, la situation socio-économique et politique des groupes d'opprimés.
- (7) Les jésuites devraient "prendre le parti des opprimés" et en faire leur priorité dans leur ligne de conduite, leurs décisions, la formation et la distribution du personnel et des ressources.

L'Assemblée en vint à une conclusion approuvant à l'unanimité les sentiments des jésuites participants dans les termes suivants:

"Devant la déchéance de l'humanité qui nous entoure, nous les 84 jésuites représentants de tous les types de ministères regroupés à l'Assemblée du JESA éprouvons l'urgence de prendre le parti des opprimés, spécialement des femmes, des dalits, des organisations tribales et des victimes des différents conflits ethniques de notre Assistance.

"Pour nous, prendre parti signifie nous unir à ces opprimés dans leurs combats et faire nôtre leur cause. Cela, nous nous en rendons compte, nous appelle à comprendre leur réalité à partir de leurs perspectives, en partageant nos ressources et en commençant des changements nécessaires dans notre mode de vie et nos travaux.

"Dans cet effort commun qui comporte une dimension politique, nous accompagnons Jésus, le libérateur, qui a pris le parti des opprimés, en y risquant sa vie. En entrant dans la "décennie des dalits", nous prenons le défi de risquer nos vies dans les luttes de notre peuple."

QUE PENSER DES SOLUTIONS ALTERNATIVES?

Une lettre

Une professeur de sciences politiques, spécialiste des questions de changements sociaux en Amérique latine, a écrit à l'éditeur une longue lettre, pleine de réflexions. Elle touche d'importantes questions, notamment quelle direction devraient prendre la pensée et l'action des jésuites. Dans l'extrait ci-dessous on a voulu conserver le style personnel de l'original de la lettre:

Toronto, janvier 1992

....La situation du monde, comme vous le savez, est vraiment préoccupante-- "récession" profonde au niveau mondial, possibilité de constitution d'une fédération nucléaire islamique, guerres dans ce qu'on appelait auparavant le bloc soviétique, pour donner quelques exemples préoccupants. Ici, au Canada également, les orientations sont très inquiétantes, avec l'augmentation du nombre des chômeurs, les fermetures d'entreprises, la réduction des avantages sociaux. Je crains réellement que le Canada ne s'"américanise" de plus en plus; je fais ainsi allusion à ce qu'il y a de pire aux Etats Unis et chez nos voisins plus au sud. Ayant séjourné récemment à New York, Philadelphie et Washington, j'ai été choqué par la décadence des villes de notre grand voisin....même si je le savais d'une manière abstraite, en faire l'expérience concrète est épouvantable.

Outre ces considérations personnelles, tout ceci est en rapport avec l'invitation de Ted Hyland¹⁰ à participer à quelques réunions sur le travail futur des jésuites. Je souhaiterais donc vous faire part de quelques préoccupations et de quelques idées à ce sujet.

Je suis toujours de plus en plus impressionnée par le fait que, bien que nous fassions de l'excellent travail (pensée de l'Eglise, Organisations non-gouvernementales, droits de l'homme) dans des questions de justice sociale (je pense que nous avons de l'influence en

¹⁰ Directeur du Jesuit Centre for Social Faith and Justice, Toronto.

ce domaine), nous avons très peu de choses à dire sur les alternatives économiques réalisables. Nous sommes dans une situation complexe: un gouvernement comme celui de Bob Rae¹¹ défavorise le secteur privé et réalise la restructuration que ce même secteur réclame et que nous critiquons. Evidemment il n'y a pas beaucoup d'alternatives possibles, puisqu'après tout la politique économique est aux mains du gouvernement fédéral. Mais nous y voilà, à la question des ALTERNATIVES!

J'ai été placée, de nouveau, explicitement, devant cette question, de la part d'un représentant de ce secteur des grandes entreprises après un cours que j'avais été invité à donner à un groupe d'étudiants d'"International Business."¹² Cet homme d'affaires se décrivait lui-même comme appartenant au centre-droit, dans la soixantaine, d'origine scandinave, il avait travaillé en Amérique latine pour le compte de deux multinationales canadiennes. Quelles que soient ses opinions politiques, il était intelligent, cultivé (lit parfois des romans dans le genre de ceux de García Márquez) et large d'esprit. J'ai eu avec lui une conversation facile, malgré le fait que (je l'avoue) nous n'étions pas souvent d'accord. Il n'était pas stupide, puisqu'il commentait entre autres, la folie du gouvernement polonais qui essaie de privatiser des milliers d'entreprises en deux ans, alors que Margaret Thatcher n'en a privatisé que douze en dix ans.

Chose plus importante à mon sens, cette homme d'affaires, à la fois aussi mon collègue professeur, partageait une préoccupation sur les conditions sociales et le maintien de l'emploi. Il pensait que c'est à cela qu'allait aboutir la politique d'ajustement structural. Mais il semblait manifester quelques doutes à ce sujet et me demandait quelle politique d'ensemble alternative pourraient inventer des gens de mon espèce. Il le demandait sincèrement et souhaitait discuter d'ALTERNATIVES qui pourraient satisfaire le secteur privé et maintenir ou améliorer les conditions sociales.

Nous avons eu récemment une réunion sur les perspectives difficiles qui se présentent au commerce libre de l'Amérique du Nord, avec la participation de membres des syndicats, des personnes plutôt critiques et d'autres appartenant à l'establishment, et d'opinions différentes du Mexique et des Etats Unis. Les rapports de cette réunion seront publiés par les Presses S. Martin à la fin de l'année, et, on l'espère, provoqueront des débats et aussi des idées sur les "alternatives". Voilà de nouveau "le" mot en question.

Au cours des deux dernières années, je me suis rendu impopulaire en parlant de notre besoin de connaissances élémentaires d'économie, si nous ne voulons pas qu'on se moque gentiment de nous. Je me suis mise à lire, autant que j'ai pu, des livres sur le développement économique

¹¹ Le gouvernement social-démocrate de la Province d'Ontario.

¹² Spécialisation de la Faculté de Gestion des Entreprises.

dans les pays du tiers-monde (le Canada pourrait bientôt en faire partie), le commerce international, les économies ouvertes et fermées, *The Economics of a Feasible Socialism* d'Alec Nove, etc.. Et il m'est arrivé de penser qu'on pourrait réunir un groupe d'économistes progressistes et expérimentés pour travailler sur des alternatives convaincantes qui nous permettraient de nous occuper des intérêts à la fois du travail et des affaires.

Je sais que cela peut paraître un peu simplet (les pays différents ont des problèmes différents, et en fin de compte les problèmes sont politiques, etc.). Mais il y a malgré tout des questions communes dans cette économie globale et j'estime qu'il y a quelque chose à faire dans ce sens. Les savants économistes qui feraient cela devraient être reconnus comme étant de haut niveau dans leur profession; non pas nécessairement traditionnels; mais en plus socialement ouverts et expérimentés pour jongler avec la politique concrète de divers pays.

Ne pourrait-on pas alors étudier et vulgariser une sorte de déclaration alternative, bien fondée sur l'expérience et les connaissances techniques, pour contrer celle de Milton Friedman et Jeffrey Sach? Le monde des affaires ne pourrait pas le faire; le monde du travail ne le pourrait pas non plus, car il est aussi trop attaché à défendre l'ancien système; les gouvernements qui sont autour de nous ne voudraient pas écouter ces économistes que j'ai décrits, bien que des agences des Nations Unies en recherchent. Ne pourrait-on sponsoriser une alternative de la part des Eglises chrétiennes et des organismes civils locaux, sur la base du travail et des idées des économistes? tout en consultant des gens comme vous?

Pourriez-vous donner quelque idée? Comment pourrait-on faire quelque chose comme ce que je viens de vous dire? Si les jésuites sont en train de penser à quelques nouvelles lignes d'action, celle-ci ne pourrait-elle pas en être une? Avez-vous quelque critique à proposer..?

NOUVELLES

1) Un nouveau video de Audiprol "Contemplativos en la acción" a pour thème le travail pour foi et justice. Il est disponible dans les systèmes (VHS, BETA, PAL, SECAM, NTSC) au prix de 4.000 pesetas. Pour le commander ou demander plus d'information s'adresser à Vicente Pascual, S.J., Audiprol, Maldonado, 1-A, 28006 Madrid, Espagne.

2) Le cours d'été "Von Nell-Breuning" sur la morale sociale et la justice sociale se tiendra à Berlin-Biesdorf, Allemagne, du 22 juillet au 6 août 1992. Le séminaire, qui a pour thème les récents et importants changements dans les sociétés industrialisées, est destiné à 25 étudiants de l'Europe de l'est et de l'ouest. Pour information supplémentaire s'adresser à l'organisateur, Eduard Kimman, S.J.,

postbus 30404, 2500 GK Den Haag, Pays-Bas (tél. 070-363-6932, fax 070-356-2645).

3) Un séminaire inter-disciplinaire étudiera les effets du type d'économie du marché libre: comment la nouvelle situation mondiale et les perspectives socio-économiques pour l'Amérique latine orientent-elles vers de nouveaux devoirs de justice? Le séminaire intitulé à la mémoire de César Jerez se tiendra à Bogota du 6 au 11 juillet 1992. Pour informations prendre contact avec Francisco de Roux, S.J., au CINEP, Apartado 25 916, Bogotá 1, D.E., Colombie.

4) Les perspectives concernant les pays en développement ont fondamentalement changé au cours des années 80, suivant un document pour une nouvelle politique publié par le gouvernement néerlandais. ***Un Monde de différence*** analyse les changements plus importants sous trois rubriques:

- le changement des frontières idéologiques dans le monde qui a suivi la guerre froide pourrait donner lieu à de nouvelles confrontations entre le Nord et le Sud;
- des risques plus grands, à cause de l'augmentation de la vulnérabilité de l'environnement et la dimension globale des problèmes écologiques;
- des marges plus étroites pour la politique nationale étant donné une interdépendance croissante des pays en termes économiques, sociaux et écologiques.

(Le document qui compte 340 pages, ainsi que des informations sur les moyens de l'obtenir en anglais ou en français, est disponible à l'Ambassade ou au Consulat des Pays-Bas).

5) N'hésitez pas à envoyer à Promotio Justitiae, par courrier ou par fax, vos commentaires, vos questions et suggestions.

Editeur: Michael Czerny, S.J.